

Nous sommes dans une démocratie (du moins je le crois) et le rapport de la Commission sur la situation de l'agriculture montre qu'il y a un réel malaise dans le paysage du Québec.

A partir du moment où ce rapport est la représentation de la parole et de la pensée d'un bon nombre de la population, le gouvernement en place a le devoir et l'obligation (à moins que nous ne soyons dans un régime totalitaire) d'étudier le rapport de la Commission. Nous ne demandons pas au Gouvernement d'adopter la globalité de ce rapport, mais en montrant de la bonne volonté, en se concertant et en discutant, nous trouverons certainement des solutions qui pourront sauver l'agriculture québécoise et surtout épargner des familles québécoises de la déroute.